

La neuvième Conférence de l'Union européenne sur la non-prolifération et le désarmement

Événement virtuel, du 12 au 13 novembre 2020

Rapport abrégé de la conférence

Par

Federica Dall'Arche¹

La [neuvième Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement](#) (EUNPDC) s'est tenue les 12 et 13 novembre 2020 en mode virtuel afin de respecter les restrictions en vigueur pour enrayer la pandémie de COVID-19. La conférence était organisée par l'Istituto Affari Internazionali (IAI) au nom du [consortium de l'UE chargé de la non-prolifération et du désarmement](#). Elle a regroupé des experts en non-prolifération, en désarmement, en contrôle des armements et en armes conventionnelles issus d'organismes publics, de gouvernements, d'organisations internationales, de groupes de réflexion indépendants et de la société civile. Le format virtuel a permis la participation de plus de 450 experts de plus de 54 pays (membres de l'UE, États associés et pays tiers) ainsi que d'organisations internationales et de centres de recherche.

Cette conférence est l'un des événements phares du réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement. Ce réseau a été créé en juillet 2010 par le Conseil de l'Union européenne pour soutenir la mise en œuvre de la [stratégie de l'UE contre la prolifération d'armes de destruction massive](#). Le réseau, qui se concentre également sur la mise en œuvre de la [stratégie de l'UE contre les armes à feu et armes légères et de petit calibre illicites et leurs munitions](#), rassemble 100 instituts de recherche, le tout coordonné par un consortium de six instituts : la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), l'International Institute for Strategic Studies (IISS), l'Istituto Affari Internazionali (IAI), le Peace Research Institute Frankfurt (HSFK/PRIF), le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et le Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation (VCDNP).

Depuis 2012, cette conférence annuelle est l'une des réunions mondiales les plus importantes en matière de non-prolifération et de désarmement. Elle a contribué à promouvoir le débat stratégique sur les

¹M^{me} Federica Dall'Arche est chercheuse spécialiste de la non-prolifération et du désarmement à l'Istituto Affari Internazionali (IAI ou Institut des affaires internationales) et membre du conseil d'administration du consortium de l'UE chargé de la non-prolifération et du désarmement.

mesures de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs, ainsi qu'à relever les défis liés aux armes conventionnelles, y compris leur commerce illicite et l'accumulation excessive d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et leurs munitions.

L'édition 2020 a abordé de nombreux sujets d'une importance capitale pour les travaux de l'UE et du [Service européen pour l'action extérieure \(SEAE\)](#), ainsi que plusieurs questions urgentes relatives au contrôle des armements, à la non-prolifération et au désarmement. La conférence s'est notamment penchée sur les mesures à adopter pour rétablir la confiance dans le processus de contrôle des armements, sur les moyens de lutter contre le détournement des armes, sur l'incidence de l'intelligence artificielle et des technologies connexes, ainsi que sur les similitudes entre les armes biologiques et les pandémies, à la lumière des leçons tirées de la COVID-19.

L'allocation de bienvenue a été prononcée par M. Ettore Greco, vice-président directeur de l'Istituto Affari Internazionali. Il a souligné que le réseau EUNPD fournit un effort constant pour promouvoir et élargir le débat sur la stratégie de l'Union européenne en matière de non-prolifération et de désarmement, notamment sur ses objectifs, son état de mise en œuvre et son éventuelle évolution. La Conférence annuelle de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement est un rendez-vous essentiel pour ce type de discussion stratégique. La question centrale de la conférence est de savoir comment rétablir la confiance nécessaire dans le processus de contrôle des armements, laquelle a été fortement ébranlée ces derniers temps. L'une des questions clés à l'ordre du jour de la conférence concernait les moyens à mettre en œuvre pour surmonter les principaux obstacles à une issue positive au processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). L'ordre nucléaire mondial, a ajouté M. Greco, semble beaucoup plus instable que par le passé. Il a souligné que si « l'UE est certes désireuse de former de larges coalitions pour traiter les questions de prolifération [...] dans une perspective européenne, il est également essentiel qu'un dialogue constructif reprenne entre les États-Unis et la Russie sur le contrôle des armes nucléaires ». M. Greco a également noté que les défis croissants auxquels est confronté le régime de vérification de la Convention sur les armes chimiques (CAC) constituent une épreuve décisive de la capacité de la communauté internationale à préserver l'architecture mondiale du contrôle des armements. Enfin, il a souligné que les progrès technologiques exercent de nouvelles pressions sur les régimes de contrôle des armements et suscitent des inquiétudes grandissantes quant aux nouveaux risques d'escalade. Le débat mondial sur la réglementation des armes létales autonomes (ALA) a évolué, et la discussion intraeuropéenne sur la question s'est également approfondie. Toutefois, il demeure des obstacles substantiels à une convergence sur l'application du droit international humanitaire aux nouveaux types d'armes.

Une allocation de M. Josep Borrell, vice-président de la Commission européenne et haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a donné le coup d'envoi de la conférence. Dans son message, M. Borrell a souligné l'existence d'« une concurrence géopolitique accrue et d'une incertitude mondiale sur le contrôle des armements, qu'il s'agisse d'armes chimiques, nucléaires ou conventionnelles », et il a appelé la communauté internationale à rechercher « un terrain d'entente afin de construire des solutions durables » pour un avenir pacifique. Évoquant les utilisations récentes et « inquiétantes » des armes chimiques, il a déclaré que « la norme bien établie contre [elles] doit être

respectée » et que « ceux qui la violent doivent rendre des comptes ». Il a également rappelé « l'objectivité et l'impartialité » de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Par ailleurs, le haut représentant et vice-président a réitéré le soutien sans réserve et l'engagement total de l'UE à l'égard du Traité sur la non-prolifération et de ses trois piliers (non-prolifération et désarmement nucléaires et utilisation pacifique de l'énergie nucléaire) ainsi qu'à l'égard du Plan d'action global commun (PAGC). Relevant la forte contribution des armes conventionnelles à la violence armée, M. Borrell a appelé les États à suivre l'exemple de l'UE en communiquant les données relatives à leurs exportations d'armes. Enfin, il a réaffirmé l'étroite coopération de l'UE avec les Nations Unies et a encouragé les États-Unis et la Russie « à prolonger le nouveau Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs (traité *New Start*) » et à engager des négociations « en vue d'accords futurs d'une portée élargie »².

La secrétaire générale adjointe et haute représentante des Nations Unies pour les affaires de désarmement, M^{me} Izumi Nakamitsu, a également prononcé un discours d'ouverture. Dans son allocution, M^{me} Nakamitsu a indiqué que les relations de plus en plus tendues entre les grandes puissances, les dépenses militaires records, l'émergence de technologies de rupture et de nouvelles armes, ainsi que de nouveaux domaines de conflit potentiels constituent les principales causes de l'érosion du régime de non-prolifération et de désarmement. Selon elle, si « l'entrée en vigueur imminente du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) met en évidence l'engagement durable de nombreux États en faveur de l'élimination des armes nucléaires », le rôle croissant de ces armes dans les stratégies de sécurité nationale d'autres pays, ainsi que l'interconnexion de ces armes avec les technologies émergentes, a accru les risques nucléaires à des niveaux sans précédent depuis l'apogée de la guerre froide. L'utilisation d'armes chimiques, que M^{me} Nakamitsu a fermement condamnée et qualifiée d'inhumaine, a rappelé la nécessité de mettre en place des mécanismes d'attribution et de responsabilisation pour identifier les auteurs de ces crimes et les tenir responsables. En outre, M^{me} Nakamitsu a fait remarquer que la pandémie actuelle a révélé un « manque de préparation aux niveaux national, régional et international ». Soulignant qu' « une maladie délibérément manipulée pour être plus virulente, ou intentionnellement disséminée en plusieurs endroits simultanément, provoquerait une crise mondiale encore plus grave », la haute représentante a appelé les États parties à la Convention sur les armes biologiques (CAB) à la renforcer. Elle a estimé que cette convention « ne dispose pas d'institution de surveillance, ne contient aucune disposition relative à la vérification et n'est accompagnée d'aucun mécanisme opérationnel pour fournir et livrer de l'aide ». Elle a également mentionné le détournement et l'utilisation abusive des armes conventionnelles, qui continuent d'alimenter les conflits armés et de causer ainsi des pertes de vies humaines malgré l'appel répété du secrétaire général des Nations unies pour un cessez-le-feu mondial. Par ailleurs, elle a dénoncé l'augmentation inquiétante des cyberattaques, qui ont connu une forte hausse pendant la pandémie. Dans ce contexte, M^{me} Nakamitsu a souligné la nécessité d'initiatives concrètes en faveur du contrôle des armements, d'une pensée créative pour relever les défis émergents et, surtout, d'une coopération et d'un leadership politique renouvelés³.

²Vidéo complète : <https://youtu.be/kT1EeX91vAQ>

³Discours complet : <https://front.un-arm.org/wp-content/uploads/2020/11/Final-HRs-Statements-EU-1.pdf>

Des représentants de plusieurs gouvernements ont présenté des perspectives régionales et nationales spécifiques, ce qui a donné lieu à un débat parfois houleux, mais honnête et transparent.

M. Fu Cong, directeur général du service du contrôle des armements du ministère chinois des Affaires étrangères, a présenté le point de vue de la Chine. Il a notamment fait remarquer que « l'unilatéralisme, [...] la mentalité de la guerre froide et la politique du deux poids deux mesures entravent la coopération internationale en matière de non-prolifération et sapent l'autorité et l'efficacité [du régime de non-prolifération] ». M. Fu Cong a notamment dénoncé le comportement des États-Unis qui « vise à établir un monde unipolaire », et a affirmé que leur « retrait continu [...] des traités internationaux » sabote l'architecture mondiale du contrôle des armements. Par ailleurs, M. Fu Cong a souligné la nécessité de « rechercher des solutions gagnant-gagnant plutôt que de jouer à un jeu à somme nulle », et il a exhorté les États-Unis à « répondre dans les meilleurs délais à l'appel de la Russie pour le prolongement inconditionnel du traité *New START* ». M. Fu Cong a exprimé l'intention de la Chine de poursuivre sa politique de dissuasion nucléaire minimale et de non-recours en premier aux armes nucléaires et de ne pas étendre son arsenal nucléaire « de façon importante ». Toutefois, il a affirmé qu'une communication sans réserve des chiffres « compromettrait la capacité stratégique de la Chine ». Évoquant l'intelligence artificielle, le cyberspace et l'espace extra-atmosphérique, l'officiel chinois a souligné la nécessité d'établir des « instruments ou codes de conduite internationaux juridiquement contraignants ». Il a ajouté que la pandémie de COVID-19 a démontré la nécessité d'établir des protocoles de vérification de l'application de la Convention sur les armes biologiques (CAB). En ce qui concerne les différends avec l'Iran et la Corée du Nord au sujet de la non-prolifération, M. Fu Cong a fait valoir que les sanctions sont inefficaces et que seuls des « moyens politiques et diplomatiques » et la reconnaissance des « préoccupations légitimes des deux pays en matière de sécurité et de développement » peuvent permettre de résoudre ces dissensions⁴.

M. Christopher Ford, secrétaire adjoint du Bureau de la sécurité internationale et de la non-prolifération au département d'État américain, a présenté la perspective de son gouvernement. Il a attribué l'état actuel des choses au « révisionnisme géopolitique déstabilisateur » de Moscou et de Pékin. Il a notamment soutenu que l'« autoagrandissement délinquant » et les « décisions irresponsables » de la Russie, y compris les violations et la manipulation chroniques des accords, ont poussé les États-Unis à adopter une position ferme et à se retirer d'instruments importants tels que le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) et le Traité sur le régime « Ciel ouvert ». M. Ford a également affirmé que la politique agressive de la Chine, le dangereux renforcement de son arsenal nucléaire ainsi que sa réticence à « prendre au sérieux sa responsabilité en tant que puissance nucléaire » et à s'engager dans une diplomatie de réduction des risques constituent également des sources de grande inquiétude. Cependant, a-t-il ajouté, « nous continuons à privilégier le dialogue et l'engagement, même avec des concurrents dont les stratégies mondiales menacent la sécurité et le bien-être des Américains ». En outre, il a réitéré l'engagement des États-Unis en faveur de la dissuasion nucléaire élargie, qui constitue, selon lui, « l'outil de non-prolifération le plus efficace au monde ». Au-delà des enjeux liés aux armes nucléaires, M. Ford a exprimé ses préoccupations concernant l'émergence de menaces liées aux armes chimiques et biologiques, tout en condamnant l'utilisation récente d'armes chimiques et en mentionnant l'existence d'un « programme russe d'armes biologiques ». À la fin de son intervention, il a insisté sur

⁴Discours complet : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjbxw/t1832223.shtml

le fait que l'environnement géopolitique actuel exige une stratégie qui combine « des éléments de concurrence avec des éléments de coopération » et accorde la priorité au « dialogue et à l'engagement »⁵.

M^{me} Marjolijn van Deelen, envoyée spéciale de l'Union européenne pour la non-prolifération et le désarmement, a présenté la perspective européenne. Estimant que le « dialogue bilatéral et multilatéral » peut contribuer à développer une « compréhension approfondie de la politique d'autres États [...] » et à cultiver « l'ouverture et la transparence », l'envoyée spéciale a affirmé que l'UE intensifie la coopération entre les institutions, les États membres ainsi que les pays tiers, dans le but de « faire avancer les questions de non-prolifération et de désarmement ». Elle a cité l'exemple de la coopération fructueuse de l'UE avec les pays des Balkans occidentaux dans la lutte contre le trafic d'armes. La diplomate européenne a également mentionné l'importance de la coopération avec les organisations internationales, réaffirmant notamment le ferme soutien de l'UE aux travaux de l'OIAC. Elle a rappelé par ailleurs que « l'UE est beaucoup plus forte lorsqu'elle agit dans l'unité » et a insisté sur la nécessité d'instruments communs. Elle a également évoqué le lancement récent par l'UE d'une [base de données en ligne sur les exportations d'armes](#) qui constitue une initiative collective attestant des efforts de transparence de l'UE en ce qui concerne la non-prolifération et le contrôle des armements. M^{me} van Deelen a ajouté qu'il est également crucial de soutenir les efforts de longue date en matière de contrôle des armements, comme dans le cas du Traité sur la non-prolifération et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Elle a conclu son intervention en insistant sur l'importance capitale des événements de diplomatie de voie 1.5, comme la Conférence annuelle de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement, qui permettent au monde universitaire et à la société civile d'échanger avec la « bulle gouvernementale », et de lui transmettre leurs suggestions et idées.

En outre, M. Gustavo Zlauvinen, président désigné de l'édition 2020 de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et M. Fernando Arias, directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), ont prononcé des discours d'ouverture lors de la Conférence EUNPD de 2020. Parmi les autres intervenants figuraient la directrice du Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNLIREC), M^{me} Mélanie Régimbal ; le chef du Secrétariat du Traité sur le commerce des armes (TCA), M. Dumisani Dladla ; le directeur de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), M. Gustav Lindstrom, ainsi que des universitaires, des chercheurs et des fonctionnaires de renom du monde entier.

M^{me} Sibylle Bauer, présidente du consortium de l'UE chargé de la non-prolifération et du désarmement et directrice des études du programme d'armement et désarmement du SIPRI, a prononcé le discours de clôture. Selon M^{me} Bauer, la Conférence EUNPD a démontré l'importance du dialogue en tant qu'outil de renforcement de la confiance. « La confiance, a-t-elle poursuivi, est le fruit d'un travail acharné » qui exige « du respect, de l'empathie, de l'écoute, des solutions gagnant-gagnant, la résolution créative de problèmes et [...] de l'humanité. Il est très important que l'UE fournisse une plateforme pour ce dialogue crucial ». M^{me} Bauer a également mis l'accent sur le rôle essentiel de la recherche indépendante comme moyen de proposer « une nouvelle réflexion créative et de nouvelles perspectives » pour répondre à la

⁵Discours complet : <https://www.state.gov/arms-control-and-international-security-since-january-2017/>

crise appréhendée du contrôle des armements et du multilatéralisme. En outre, elle souligne que cette recherche permet de faire face à la menace et à la crainte liées à la course aux armements et d'améliorer le contexte de la sécurité internationale qui est considéré actuellement comme étant à son point le plus bas depuis la fin de la guerre froide. « Nous avons besoin d'une bonne dose d'optimisme » pour nous attaquer à cette « spirale infernale », et la recherche indépendante est essentielle pour faire avancer les efforts en matière de contrôle des armements, de désarmement et de non-prolifération. Enfin, elle a félicité l'UE pour son soutien au réseau EUNPD, qui célèbre son 10^e anniversaire. Elle a noté qu'au fil des ans, le réseau, qui regroupe aujourd'hui 100 institutions, s'est considérablement développé et a accru sa diversité géographique et sa portée interdisciplinaire. Le réseau met de plus en plus l'accent sur le renforcement de l'éducation en matière de non-prolifération et de désarmement ainsi que sur l'intégration de la perspective sexospécifique et des intérêts de la prochaine génération dans ses activités.

Malgré son format virtuel, la Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement a de nouveau constitué un événement central pour un débat multilatéral sur le contrôle des armements, la non-prolifération et le désarmement. Elle a également réaffirmé le ferme engagement de l'Union européenne en faveur d'un ordre mondial fondé sur des règles et a montré la sensibilisation accrue des responsables gouvernementaux, des universitaires et des membres la société civile de pays tiers face aux politiques de l'Union en matière de non-prolifération et de désarmement. De plus, le débat a exploré de nouveaux moyens d'améliorer les capacités dans des régions du monde disposant d'une expertise limitée dans la lutte contre les menaces liées aux ALPC, aux ADM et à leurs vecteurs. Enfin, à l'instar des éditions précédentes, la conférence a permis de renforcer le rôle et la cohésion des groupes de réflexion européens spécialisés dans la non-prolifération et le désarmement.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour regarder les vidéos de la conférence, veuillez consulter le site Web du consortium : www.nonproliferation.eu



Financé par
l'Union européenne